



**Questionnaire relatif aux récents ajustements des dépenses publiques et
l'impact sur ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté
adressé aux gouvernements par l'Experte indépendante sur la
question des droits de l'homme et de l'extrême pauvreté**

I. Introduction

Ce questionnaire a pour but de solliciter une contribution des États pour la préparation d'un rapport de l'Experte indépendante sur la question des droits de l'homme et de l'extrême pauvreté, Mme Magdalena Sepúlveda.

Le prochain rapport de l'expert indépendant au Conseil des droits de l'homme se renseignera sur **l'ampleur de la contraction budgétaire en cours ou attendues par les États, en particulier la réduction des dépenses publiques, sur la jouissance des droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels, par les personnes qui vivent dans la pauvreté.** Le rapport se demandera si ces politiques sont conformes aux normes internationales relatives aux droits de l'homme ainsi qu'aux engagements politiques pris à l'égard de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Plus spécifiquement, il traitera de l'impact sur les personnes vivant dans la pauvreté, spécialement les femmes et les enfants, des restrictions budgétaires à des systèmes de protection sociale, en soulignant que la protection sociale n'est pas seulement une partie intégrante d'une reprise généralisée et soutenue de la crise financière mondiale, mais aussi un outil qui peut aider les États à s'acquitter de leurs obligations en vertu du droit international des droits de l'Homme. En particulier, les systèmes de protection sociale ont le potentiel pour faciliter la réalisation de plusieurs droits de l'homme juridiquement contraignants, tels que le droit à un niveau de vie suffisant, incluant la nourriture, les vêtements et le logement, le droit à la sécurité sociale, le droit à l'éducation, le droit à la meilleur état de santé, ainsi que le droit de prendre part à la conduite des affaires publiques.

Comment répondre au questionnaire

Dans leur réponse, les États sont priés de bien vouloir fournir toutes les informations sur les politiques et programmes adoptés à la suite de la récente crise mondiale, entre 2007 et 2010. Ils sont également priés de fournir des informations sur les politiques et programmes « post-crise » adoptés ou que devrait être adoptés au cours de la période de 2009 à 2011. Ces délais ne sont qu'indicatives et les États devraient avoir une approche globale, plutôt qu'exclusive, en remplissant le questionnaire.

Si l'information demandée dans ce questionnaire a déjà été fournie par l'Etat dans un autre contexte (par exemple dans un rapport à des organes de traité de droits de l'homme de l'ONU), une référence précise au rapport spécifique ou document devra être indiquée. Il n'est pas nécessaire de répéter l'information fournie ailleurs. Toute information supplémentaire qui serait plus détaillée que ce qui a déjà été fourni est la bienvenue.

Les États voudront peut-être identifier **un(e) responsable** chargé(e) de coordonner la réponse au questionnaire afin d'assurer le suivi avec le bureau de l'Experte indépendante.

Renvoi des questionnaires

En raison de la capacité limitée pour la traduction, nous vous prions de soumettre vos réponses, si possible, dans une langue de travail des Nations Unies. Les réponses devront être envoyées (en format papier ou électronique) avant le **31 janvier 2011** à l'adresse ci-dessous :

Experte indépendante sur la question des droits de l'homme et l'extrême pauvreté

UNOG – OHCHR

CH - 1211 Geneva 10

Télécopie: +41 22 917 90 06

Email: ieextremepoverty@ohchr.org

II. Définitions

Pour les fins de ce questionnaire, on entend par **crise économique mondiale** l'augmentation sans précédent des prix des denrées alimentaires et du carburant en 2007-08 et le ralentissement économique mondial de 2007 à 2010.

Pour les fins de ce questionnaire, on entend par **dépenses sociales** les dépenses publiques sur les biens sociaux (nourriture, eau et logement), la prestation de services sociaux (tels que l'éducation et la santé) ainsi que sur les initiatives de protection sociale.

Pour les fins de ce questionnaire, on entend par **initiatives de protection sociale** des politiques et programmes ayant pour but de permettre aux gens de répondre aux urgences de natures diverses et de gérer les niveaux de risque ou de dénuement jugés inacceptables par la société. Ces régimes visent à compenser la réduction ou l'absence substantielle des revenus du travail, fournir une assistance aux familles ayant des enfants, ainsi que fournir aux gens des soins de santé, un logement, un accès à l'eau et l'assainissement, à l'éducation ou au travail social. Parmi les projets les plus pertinents de la protection sociale en faveur de ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté sont des prestations en espèces ou en nature allant des pensions et retraites, aux exemptions de facturation et subventions de services de santé ou éducatifs, et aux transferts et tickets de nourriture.¹

¹ Cf. United Nations Economic and Social Council, *Enhancing social protection and reducing vulnerability in a globalised world, Report of the Secretary-General*, E/CN.5/2001/2, para. 6-8.

III. Questionnaire

Pour chaque question, s'ils existent des évaluations ou des études disponibles, veuillez les mentionner.

Ajustement post-crise et processus d'assainissement budgétaire (à partir de 2010)

1. Votre pays a-t-il adopté, ou s'apprête-t-il à adopter, des politiques budgétaires restrictives suite à la crise économique mondiale?
2. Quel est le pourcentage, le cas échéant, des réductions des dépenses sur les dépenses sociales, y compris l'éducation, la santé, la sécurité sociale, le logement, l'eau et l'assainissement?
3. Veuillez décrire toutes les réductions réelles ou proposées dans les dépenses des programmes spécifiques de protection sociale, y compris toute réduction de prestations ou du nombre de bénéficiaires.
4. Veuillez décrire toutes les réductions réelles ou proposées dans les dépenses sur la masse salariale, y compris gel ou réductions des salaires des travailleurs dans les secteurs de la santé publique et de l'éducation?
5. Est-ce que les politiques actuelles de relance de l'économie ont pris en compte les évolutions du chômage, les prix alimentaires et les inégalités sociales?
6. Est-ce que votre pays prévoit de rétablir les dépenses publiques après un certain laps de temps, et, si oui, quand?

Impact des réductions des dépenses sociales sur les personnes vivant dans l'extrême pauvreté

7. Quelle est l'évaluation de l'accès actuel des groupes les plus vulnérables (en particulier les femmes, les enfants, les personnes âgées et personnes handicapées) aux biens sociaux, les services et l'assistance, qui sont essentiels à leur jouissance des droits de l'homme? Dans quelle mesure leur accès insuffisant est-il attribuable à la réduction des dépenses sociales? Veuillez fournir les principales conclusions.
8. Le gouvernement a-t-il effectué une analyse d'impact (incidence) de l'impact des dépenses publiques ou de la réduction des dépenses sociales sur les groupes les plus vulnérables de la société avant sa mise en œuvre? Si oui, veuillez fournir les principales conclusions.
9. Est-ce que des politiques fiscales alternatives ont été examinées et rejetées, et, si oui, pourquoi?
10. Quels mécanismes sont en place pour s'assurer que les droits de l'homme des personnes vivant dans l'extrême pauvreté sont protégés, respectés et appliqués en vue des réductions des dépenses publiques?
11. Veuillez indiquer s'il ya eu une consultation publique avant de prendre des mesures pour réduire les dépenses publiques. En cas affirmatif, veuillez décrire quelles organismes ou groupes non gouvernementaux ont été consultés.